

Propositions d'écologie pour une agriculture durable



L'agriculture a aujourd'hui également pour enjeux de respecter la biodiversité et l'environnement mais aussi de produire de l'énergie...

L'agriculture avait jusqu'à présent pour principal objectif de nourrir la population, elle a aujourd'hui également pour enjeux de respecter la biodiversité et l'environnement mais aussi de produire de l'énergie...

écologie j en est persuadé, l'agriculture a un rôle essentiel à jouer en termes de transition du modèle de développement actuel, elle peut largement contribuer à une société plus durable. Les positions d'écologie j sur l'agriculture se basent sur la prise de conscience d'une série de problèmes : son influence sur la production de gaz à effets de serre et sur le réchauffement climatique, l'impact des pesticides et engrais en termes de santé, son inégalité en termes de souveraineté alimentaire. écologie j plaide ainsi pour la promotion des circuits-courts, la consommation de produits locaux et de saison, en parallèle au développement plus important de l'agriculture biologique. Par où commencer ? écologie j propose quelques pistes d'action...

Au niveau mondial :

- Considérer les denrées alimentaires comme des produits spécifiques, quitte à les faire sortir des règles de l'OMC ;
- Supprimer toute spéculation sur le prix des denrées alimentaires ;
- Permettre des mesures visant à protéger les marchés locaux, que ce soit ici ou ailleurs, pour que chaque population puisse choisir comment elle veut se nourrir, sur base du principe du droit à la souveraineté alimentaire.

Au niveau européen :

- Réformer la politique agricole commune (PAC) dans le sens d'un soutien à l'agriculture diversifiée, paysanne, locale, durable voir biologique. Via, par exemple, un renforcement du deuxième pilier de la PAC qui est celui de la politique de développement rural ;
- Une PAC où la dimension familiale et la mixité des exploitations soient mieux soutenues ;
- Renégocier des accords de Blair House Accords sur l'agriculture de 1992 entre les Etats-Unis et l'UE car notre approvisionnement en protéagineux est très dépendant des importations ;
- Un meilleur contrôle de l'étiquetage de l'origine des produits, de leurs composants principaux et des transports utilisés permettrait au consommateur de faire des choix éclairés ;
- Création d'un label intégrant les dimensions écologique, sociale et de santé.

Au niveau des politique fédérales, régionales et locales, des mesures pourraient être mises en place visant à :

- Soutenir spécifiquement les jeunes agriculteurs ;
- Encourager les administrations publiques à mettre en place des cahiers des charges dans les cantines collectives ;
- Soutenir et donner une visibilité aux initiatives de type « circuits-courts » (achat direct à la ferme, magasin, dépôt, coopérative, livraison de paniers, système de paniers via un GAC ou système d'AMAP) ;
- Soutenir les initiatives de producteurs locaux car en Wallonie, les cultures maraîchères sont déficitaires et compensées par des importations de produits bio ;

- Simplifier les procédures de l'AFSCA sans remettre en cause la sécurité alimentaire ;
- Développer plus de solidarité dans la chaîne alimentaire, du producteur à l'assiette du consommateur par une sensibilisation de toutes les parties prenantes ;
- Organiser, au niveau de l'enseignement des sciences agronomiques, des cursus orientés vers des formes alternatives d'agriculture (« Le sol n'est pas un support inerte qui nécessite des engrais » cfr Claude Bourguignon in « Solutions locales pour un désordre global »).